

Tarbes , Mercredi 16 Octobre 2024



à

Madame Carole DELGA
Présidente de la Région OCCITANIE
22 Avenue du Maréchal Juin
31406 TOULOUSE Cedex 9

Madame la Présidente,

Dans notre courrier de juin 2024, nous avons nullement l'intention de contester les investissements engagés par la région Occitanie pour le transport ferroviaire.

Par contre, nous avons souligné les responsabilités de l'Etat, son désengagement financier pour l'infrastructure ferroviaire dont il est pourtant le propriétaire.

D'ailleurs, dans une récente rencontre le 3 septembre 2024 avec le Vice-Président de la région en charge des mobilités, celui-ci soulignait que dans les contrats de plan état-région, il manquait la moitié des financements sur lesquels l'Etat s'était engagé.

Dans votre courrier, vous faites part des débats publics engagés par la région en 2016 (les états généraux du rail et de l'intermodalité) qui ont permis d'identifier 10 chantiers à mener en priorité.

Nous rappelons que notre collectif existe depuis 2018.

Comme vous le savez les besoins de transports évoluent, une des principales raisons de nos actions est de montrer qu'une alternative à la route existe face à la déferlante des poids lourds sur nos territoires avec son cortège de nuisances pour les populations et l'environnement.

Cette alternative c'est le rail.

Il en va de même pour le déplacement des personnes.

C'est aussi tout le sens de nos actions qui consistent à demander la réouverture de la ligne ferrée Morcenx la Nouvelle-Bagnères de Bigorre aux trafics fret et voyageurs.

C'est également ce qui ressort avec force dans les débats publics organisés par notre collectif sur les communes situées sur cette voie ferrée.

Un autre enjeu urgent de nos actions, c'est que le rail possède de puissants atouts comme mode de transport pour la transition écologique.

Cette réouverture permettrait à nouveau de relier par train la capitale de Nouvelle Aquitaine aux Pyrénées.

Un enjeu qu'il faut étroitement relier au développement économique de notre région.

Dans cette mobilisation sur le climat, nous ne pouvons partager les déclarations du Ministre des transports qui préfère le car au train !!

./ ..

Par ailleurs, dans votre courrier nous aurions apprécié, Madame la Présidente, d'avoir votre appui à nos initiatives pour la réouverture de cette voie ferrée, qui contrairement à ce que vos études affirment, une mise en service de cette voie reçoit bien l'approbation de la population et des élus locaux

En effet, plusieurs milliers de signatures de pétitions pour sa réouverture ont été collectées et adressées aux pouvoirs publics.

D'autre part, notre collectif au travers de la CNR (Convergence Nationale Rail) à laquelle nous sommes affiliés, a été auditionnée par la commission du développement durable de l'assemblée nationale sur les raisons de cette mobilisation.

Nos actions et celles réalisées par d'autres collectifs sur l'ensemble du territoire national, sur des lignes dites "non circulées" ont servi de base à une proposition de loi intitulée "revitalisation pérenne des lignes de desserte fine du territoire" débattue et adoptée par les députés de la commission du développement durable. Ce dossier est toujours en suspens.

Notre collectif soutient les actions engagées et celles envisagées par la Région portant le développement du service public ferroviaire, c'est aussi notre engagement et notre intérêt commun de travailler et agir à ce que l'Etat propriétaire des infrastructures ferroviaires les finance et joue son rôle dans l'aménagement du territoire.

Les besoins des populations, l'essor économique des zones rurales, ne peuvent pas être oubliés.

L'accès du plus grand nombre à un service public de transport ferroviaire de qualité, vertueux écologiquement, doit exister sur l'ensemble du territoire Français.

Dans l'attente de vos nouvelles, nous vous prions d'agréer, Madame La Présidente, l'expression de notre parfaite considération.

P/Le collectif 32-40-65

Hervé BUFFAT (65) Coordinateur du collectif

Eric FERRON (32) Animateur

Christian DUPRAT (40) Animateur

Copie à Mr Jean Luc GIBELIN

Vice- Président chargé des transports à la Région Occitanie